

PAYS DE SAVOIE

CHAMBERY

La fermeture du tunnel du Mont-Blanc inquiète en Savoie

Les militants de plusieurs associations, ONG et partis politiques se sont réunis pour dénoncer les risques de pollution que font courir à la Maurienne et à Chambéry les reports de trafic liés aux fermetures répétées du tunnel chamoniard.

Depuis le 17 octobre, pour trois semaines, le tunnel du Mont-Blanc est fermé pour travaux.

« Cette fermeture, appelée à se reproduire plusieurs fois par an pendant plusieurs années, va engendrer un détournement du trafic des camions et des véhicules légers vers le tunnel du Fréjus », ont dénoncé les représentants d'un collectif inter ONG, partis politiques et syndicats (*), réunis lundi 17 octobre devant la gare de Chambéry.

Selon eux, « quelque 1 500 camions et plus de 4 000 véhicules légers supplémentaires vont transiter par la cluse de Chambéry, la Combe de Savoie et la vallée de la Maurienne. Une situation synonyme d'une forte hausse de la pollution de l'air et un risque accru de "thrombose" de l'agglomération chambérienne au moindre incident sur la VRU (voie rapide urbaine).

Les citoyens, associations, élus rassemblés dans la capitale savoyarde ont exprimé leurs « légitimes inquiétudes » face aux « conséquences de la pollution sur la san-



Pour le collectif composé d'ONG, de partis politiques et de syndicats qui s'est rassemblé devant la gare de Chambéry, cette fermeture « va engendrer un détournement du trafic des camions et des véhicules légers vers le tunnel du Fréjus ». Photo Le DL/G.J.

té » et fait part de leur colère au regard d'une « absence totale de volonté politique » concernant un dossier sur la table depuis plus de 20 ans.

« L'augmentation de la pollution est une véritable mise en danger des populations »

« Nous réclamons que l'on mette les camions sur le train sans attendre le projet du Lyon-Turin dont l'ouverture n'est pas envisagée avant 2035-2040, ont-ils avancé. La Région Auvergne-Rhône-Alpes, par la voie de son président, s'était engagée, en 2016, à construire une plateforme de chargement/décharge-

ment dans la région lyonnaise pour accroître la distance et la capacité de "l'autoroute ferroviaire alpine" qui se limite aujourd'hui au trajet Aiton-Orbassano, en Italie, et à quatre allers-retours par jour. [...] De plus, la lettre officielle du 8 avril 2019 d'Élisabeth Borne, alors ministre des Transports, prévoyait de monter le trafic ferroviaire de marchandises à 10 millions de tonnes par an puis à 15 MT/an. Ces décisions n'ont eu aucun effet sur un début significatif de transfert des marchandises en mode routier sur la ligne ferroviaire existante avec, à ce jour, un trafic de moins de 3 MT/an », ont poursuivi les différents intervenants parmi lesquels les élus régionaux

Jean-Pierre Béguin et Alexandra Cusey (Les Écologistes).

« On savait depuis deux ans que de gros travaux allaient être réalisés sur le tunnel du Mont-Blanc. En dépit de nos alertes et de nos demandes, rien n'a été fait par la Région et l'État, ont regretté les manifestants. Pour nous, la solution à court terme est dans l'aménagement d'une plateforme de chargement des camions et des containers à Ambérieu dans l'Ain et l'utilisation des lignes existantes en augmentant le cadencement et en réalisant des ouvrages de protection contre les nuisances sonores. Il y a urgence à relancer un report modal ferroviaire ces prochaines semaines sur la ligne

existante tant l'augmentation de la pollution est une véritable mise en danger des populations. »

Guy JACQUEMARD

(*) Association pour le respect du site du Mont-Blanc, Attac, CCLT (Collectif citoyen contre le Lyon-Turin), CIPRA France (Commission internationale pour la protection des Alpes), Confédération paysanne Savoie - EELV (Europe écologie les verts) Pays de Savoie - FNE (France nature environnement) Savoie, France insoumise Pontcharra, Gauche écologie et sociale - Génération.s Mountain wildernes, Sud rail ainsi que Vivre et agir en Maurienne.